



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR/2023/N°285/6.1**

**Objet : ARRETE PORTANT INTERDICTION DE DETENTION, CONSOMMATION, ABANDON DE PROTOXYDE D'AZOTE SUR LA VOIE PUBLIQUE**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

**Vu** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L.511-1

**Vu** le Code Pénal et notamment ses articles 222-15, 223-1, R 633-6 et R 610-5

**Vu** le Code de Justice Administrative et notamment les articles R 421-1 à R 421-7

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1311-2

**Vu** la loi n° 2021-695 du 1<sup>er</sup> juin 2021 tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote

**Vu** le règlement sanitaire départemental

**Considérant** la période estivale et la fête votive au cours du mois d'octobre, périodes propices à la consommation de protoxyde d'azote

**Considérant** que le protoxyde d'azote (N2O), aussi connu sous le nom de « gaz hilarant » est un gaz d'usage courant stocké dans des cartouches de siphon alimentaire, des aérosols d'air ou des bonbonnes utilisées en médecine et dans l'industrie, et que celles-ci sont depuis quelques temps détournées de leurs usages initiaux pour ses propriétés euphorisantes en France et sur le territoire communal.

**Considérant** que le produit est transféré dans des ballons de baudruche afin d'être inhalé, ayant pour effet de multiplier les risques notamment d'asphyxie lorsque le sac plastique ou le masque recouvrent le nez et la bouche pour inhaler le protoxyde d'azote.

**Considérant** que ce phénomène prend des proportions inquiétantes sur le territoire communal et égard aux constats des faits par la police municipale et la Gendarmerie nationale, témoignant de la banalisation de l'usage intensif de ce produit.

**Considérant** que la consommation de ce produit par inhalation constitue une atteinte à la santé et qu'il s'avère nécessaire de prendre des mesures de protection contre les risques provoqués par son usage récréatif et des mesures de prévention des conduites addictives

**Considérant** que la consommation de ce produit par inhalation, et ses effets désinhibants observés chez les consommateurs, sont de nature à troubler également l'ordre public

**Considérant** qu'il importe pour des motifs d'ordre et de sécurité publics, de prévenir les risques pouvant découler de la consommation du protoxyde d'azote

**Considérant** que les circonstances locales justifient l'édiction d'une telle mesure de police  
Sur proposition de la DSVP, sous couvert hiérarchique,

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La détention, consommation et abandon de cartouches de protoxyde d'azote est interdite sur l'espace public pendant la période estivale et à l'occasion de la fête votive :

du jeudi 01 juin 2023 au mardi 31 octobre 2023 dans le périmètre ci-après :

- L'ensemble du secteur intra-muros et ses abords,
- L'ensemble des parkings de la commune,
- L'ensemble des esplanades Est – Sud et Ouest,
- Les stades, les parcs et jardins communaux, le boulodrome, les city-stades, les établissements scolaires et leurs abords,

Et plus généralement sur l'ensemble des lieux de rassemblements.

### **Article 2 :**

Il est interdit d'utiliser de manière détournée du protoxyde d'azote (N2O) à des fins récréatives sur l'espace public

### **Article 3 :**

Il est interdit de jeter ou d'abandonner dans l'espace public des cartouches ou autres récipients sous pression ayant contenu du protoxyde d'azote (N2O)

### **Article 4 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées par tout officier ou agent de police judiciaire ou tout agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté,  
qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 23 mai 2023

Le Maire  
Pierre MAUMEJEAN



